

Interview d'Édith Cresson: les manquements de l'élite française à Bruxelles (Paris, 29 janvier 2008)

Source: Interview d'Édith Cresson / ÉDITH CRESSON, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 29.01.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:10:47, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_d_edith_cresson_les_manquements_de_l_elite_francaise_a_bruelles_paris_29_janvier_2008-fr-abbdbd03-12de-4772-8d13-2bb3364735f6.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview d'Édith Cresson: les manquements de l'élite française à Bruxelles (Paris, 29 janvier 2008)

[Édith Cresson] La France n'a pas encore, en tout cas sa classe politique n'a pas réalisé qu'il fallait mettre le paquet sur l'influence. Et je me souviens quand j'étais au commerce extérieur j'avais dit qu'il fallait faire du lobbying à Bruxelles. Mais je me suis fait attaquer en France y compris par le ministre de l'Industrie de l'époque. Voilà, du lobbying c'était mal. Il faut savoir qu'on peut considérer que c'est bien ou mal. À mon avis c'est ni l'un ni l'autre. Ca dépend de ce qu'on en fait.

[Étienne Deschamps] Oui bien sûr.

[Édith Cresson] Et donc, ou bien nous voulons ne plus avoir d'influence, ne pas en avoir dans ce domaine qui est vital pour l'avenir ou bien nous mettons les moyens qu'il faut pour avoir une influence. Et pour l'instant la doctrine de la classe politique française à mon avis n'est pas arrêtée et ça c'est un point très important. Au Parlement européen les parlementaires français sont très absents. On envoie les gens dont on veut se débarrasser, les anciens ministres, les gens qu'on veut récompenser pour ça ou ça. Bon, les autres ils sont là du lundi matin au vendredi soir et extrêmement actifs.

Nous avons avec le groupe socialiste français aux dernières élections le groupe socialiste le plus important de tous les P.S.E. Nous n'avons pas revendiqué la présidence. Nous aurions pu la revendiquer. Non, non, on nous a dit, les Allemands ont préempté. Les Allemands ont préempté le P.S.E., ils ont préempté le P.P.E. puis ils ont préempté la présidence du Parlement européen. Alors ils ont donné, parce qu'ils ne pouvaient pas avoir les trois, à quelqu'un qu'ils ont choisi, la présidence du P.P.E. Enfin je veux dire le poids des Allemands est considérable, mais c'est de notre faute. Ce n'est pas de la faute des Allemands. Je le dit tout clair. Il faut savoir que c'est un combat. La classe politique française n'a pas encore réalisé que c'est un vrai combat. Aujourd'hui, quand on vous dit que la T.V.A. sur les restaurateurs, il faut demander l'autorisation de Bruxelles alors que ce n'est pas un produit qui est en concurrence. Les restaurants ça ne fait pas concurrence aux restaurants des autres pays de l'Union européenne même s'ils ont de très bons restaurants, par exemple à Bruxelles. Mais, on ne fait pas concurrence. Et bien, on nous interdit, c'est-à-dire que sur une chose qui est quand même très mineure, on ne peut pas dire que ce soit d'une importance formidable, mais pour ce secteur d'activité qui en France est important, où il y a beaucoup de touristes, c'est le premier pays touristique du monde. Et bien voilà, on nous interdit ça. Donc, les Français n'ont pas bien compris que les décisions se prennent à Bruxelles y compris sur des sujets qui peuvent apparemment paraître secondaires, raison de plus pour les laisser à l'État, laisser à l'État la possibilité de décider. Non.

[Étienne Deschamps] Et à quoi précisément attribuez-vous ce manque de conscience de la part des élites françaises, de ce glissement de lieu de prise de pouvoir, de la nécessité de faire du lobbysme là où effectivement désormais les décisions se prennent?

[Édith Cresson] C'est une carence de la classe politique française.

[Étienne Deschamps] Que vous attribuez à quoi?

[Édith Cresson] Au système élitiste.

[Étienne Deschamps] Pourquoi plus la France que d'autres pays?

[Édith Cresson] Parce que la France a un système très élitiste, c'est un système déjà éducatif qui écrème les élites d'une façon formidable. On a des élites, entre parenthèses, soi-disant sensationnelles, et pendant longtemps et encore peut-être maintenant les Français se souciaient, l'administration française se souciait de savoir combien nous avons de cadres A dans l'administration de la Commission. Comme si c'était là que se prenaient les décisions. C'est tout au long de la chaîne que se prennent les décisions. Il est très important non seulement d'avoir des gens tout au long de la chaîne mais aussi de les suivre.

Et alors les Anglais sont pour ça les champions du monde. C'est-à-dire que l'ambassadeur du Royaume-Uni

suit pas-à-pas les fonctionnaires de la Commission et il m'est arrivé de rencontrer des fonctionnaires français qui étaient convoqués par l'ambassadeur du Royaume-Uni qui leur disait: «Comment se fait-il que monsieur un tel, citoyen britannique, n'ait pas encore été promu à tel poste?» Bon, alors on peut critiquer cette attitude. Je ne veux pas la critiquer, je trouve qu'ils défendent leurs intérêts et ils ont raison.

[Étienne Deschamps] Ils défendent leurs intérêts et c'est de bonne guerre.

[Édith Cresson] La vision de la France était différente historiquement. La vision de la France c'était, comme toujours: la France a une mission et donc sa mission c'est de faire l'Europe pour arrêter les guerres et voilà. L'Angleterre n'était pas partie prenante à ce moment-là. Donc, on faisait l'Europe à six avec l'Italie et les pays du Benelux et la France. Donc, ben la France considérait que l'Europe était une France étendue et que le génie français allait s'exporter dans les autres pays qui n'attendaient que ça. Une vision un peu naïve quand même de la situation réelle. Et j'ai le sentiment que dans l'inconscient collectif de la classe dominante ou dirigeante française, politique en tout cas, c'est quelque chose qui existe toujours. Dans les milieux économiques c'est un peu différent. Ils savent qu'il faut faire du lobbying et ils le font. Mais, dans la classe politique on continue de nommer des gens au Parlement européen, je dis nommer parce qu'ils sont sur la liste donc c'est une nomination en réalité, un scrutin de liste, de mettre des gens qui n'ont qu'une idée, c'est de revenir en France et donc ils préparent leurs futures élections, leur future poste, etc., tandis que les autres restent très longtemps. En France on a ce système dit du tourniquet, c'est-à-dire que quand quelqu'un était en poste pendant un mandat on lui dit, bon ben maintenant vous laissez la place, c'est le tour de quelqu'un d'autre. C'est-à-dire, c'est une récompense, c'est une sinécure en quelque sorte comme les rois donnaient autrefois un tabouret à quelqu'un pour le récompenser. Alors donc, il faut que chacun ait son tour mais c'est d'une inefficacité évidemment totale. C'est une véritable catastrophe et tant que la France et ses élites dirigeantes n'en prendront pas conscience on aura beaucoup, beaucoup de difficultés.

[Étienne Deschamps] Et quelqu'un comme Nicole Fontaine s'est beaucoup exprimée sur ces questions exactement dans le même sens que le vôtre.

[Édith Cresson] Oui. Elle a beaucoup travaillé Nicole Fontaine. Oui.

[Étienne Deschamps] Elle aussi a beaucoup dénoncé l'absence, un, de représentation des parlementaires français, leur absence de cohésion, leur absence je dirais de suite des dossiers pour qu'ils aboutissent dans le sens qui convient jusqu'à terme.

[Édith Cresson] D'abord ils sont répartis dans tous les groupes pratiquement, donc ils sont éclatés. Mais même quand ils ne le sont pas comme le groupe socialiste qui était le premier de tous les groupes européens par le nombre on n'a pas pu revendiquer la présidence. Donc, et alors, si vous voulez il y a une ambiguïté, c'est-à-dire que les Français sont absents et d'une certaine façon peu efficaces, et en même temps ils se sont faits tellement taper dessus sur le thème: vous êtes arrogants, vous voulez tout commander, vous pensez que la France a une espèce de mission, sur le rayonnement de la France dans le monde et tout ce qu'on entend, qu'ils ont peur de déplaire maintenant. Donc, ils n'osent pas, et moi j'ai entendu souvent des parlementaires français: «Oui, on ne peut pas dire ça parce qu'on va se faire taper dessus sur le thème, vous n'êtes pas européens.» Alors, si vous voulez, on a finalement l'inconvénient des deux. L'inconvénient d'avoir été peut-être trop arrogants dans le passé, c'est possible, en tout cas les gens ont perçu ça comme de l'arrogance, parce que j'en connais d'autres qui sont arrogants aussi, mais bon. On ne le dit que des Français.

[Étienne Deschamps] On ne prête qu'aux riches.

[Édith Cresson] Oui, voilà. Et puis alors de l'autre côté comme un absentéisme total et un désintérêt total qui fait que, ben, on n'ose pas trop quand on est là dire quelque chose. D'abord on n'est pas surs d'être suivis, on n'est pas surs d'avoir les forces qu'il faut et on a peur de déplaire devant des gens qui sont extrêmement armés et organisés et qui d'autre part nous renvoient cette image indéfiniment de l'arrogance. C'est possible que les Français soient arrogants, je ne sais pas. Moi, je n'ai pas ce sentiment-là. Personnellement, je le dirai aussi bien, il est possible que dans le passé, puisqu'on était totalement dominants quand ça s'est créé. L'Allemagne ce n'était pas grand-chose à l'époque. Et donc, la France avait une position dominante. Est-ce

que ça a trop marqué les esprits? J'ai l'impression toujours que la France paye pour des fautes anciennes.

[Étienne Deschamps] Anciennes, oui, oui, oui.

[Édith Cresson] Oui anciennes. Mais elle paierait moins si elle était plus présente et qu'elle montrait son vrai visage qui est quand même, peut être l'efficacité, la clarté, essayer par exemple dans le domaine économique d'avoir une doctrine économique, ce qui est quand même ce qui manque le plus aujourd'hui à l'Europe. Ne parlons pas de la politique monétaire.

[Étienne Deschamps] Et vous avez été au second semestre 89, directement et pour cause, mêlée à la présidence française du Conseil des Communautés européennes à l'époque. Est-ce que dans une circonstance telle que celle-là, six mois c'est court, c'est court et long à la fois, est-ce que pendant une présidence vous avez le sentiment qu'un pays, en l'occurrence la France, peut quand même marquer de son empreinte...

[Édith Cresson] Oui, tout à fait.

[Étienne Deschamps] ... certains dossiers, si pas le processus général de l'Europe en cours?

[Édith Cresson] Oui, je l'ai fait moi. L'automobile japonaise, c'est là où je l'ai débloquée. Avec une excellente administration. L'administration française est de grande qualité et notamment elle produit ce qui s'appelle des notes, vous savez la note qu'on leur apprend à l'école nationale de l'administration, en une page vous pouvez tout dire et c'est d'une clarté totale. Alors là, j'étais admirative de l'administration française. Donc, c'est dommage de ne pas utiliser cette capacité qui est très grande pour la mettre au service d'une véritable politique. Alors, j'ai pris sur moi, c'est moi qui ai lancé l'histoire des quotas. Parce que les producteurs, c'est-à-dire P.S.A. et Renault, me l'ont demandé. Auxquels se sont joints Fiat et puis dans tous les pays de l'Union, des gouvernements qui étaient inquiets pour l'emploi. Donc, j'ai lancé ça. C'est parce que j'ai voulu le faire. Encore une fois, quand un gouvernement est motivé et même si un seul ministre qui est motivé et qui entraîne le reste du gouvernement on y arrive. La seule chose c'est qu'il manque un peu cette motivation au niveau européen.

Donc, on revient vers les électeurs en disant, ils ne veulent pas à Bruxelles, et alors vous avez des populations entières qui sont furieuses, les marins pêcheurs, les hôteliers-restaurateurs, ça fait du monde tout ça, et qui ne comprennent pas parce qu'ils ont le sentiment que le gouvernement français ne peut rien pour les défendre, que leur demande est légitime et qu'on n'est pas écoutés. Ça se décide ailleurs, on ne sait pas où, on ne sait pas comment. Et donc, on est furieux contre l'Europe, c'est quelque chose de certain. Et puis les gouvernements les uns après les autres vous expliquent toujours que ce n'est pas de leur faute, que c'est la faute de l'Europe. C'est en partie vrai. Mais s'ils s'y prenaient autrement, ce n'est pas que pour échanger telle ou telle décision immédiatement, mais si leur stratégie était de s'impliquer bien plus, évidemment que ça ne serait pas la même chose. Quand j'étais aux Affaires européennes, moi je convoquais régulièrement les parlementaires européens de tous les groupes et je leur disais, voilà ce que nous voulons, quel est votre ressenti? Bon, on essayait de les motiver. Ça n'a pas beaucoup été fait par la suite. Alors, je ne parle pas de ce que font les ministères des Affaires étrangères et des Affaires européennes par rapport aux fonctionnaires qui sont en déserrance totale. Comme ce sont de bons fonctionnaires, ils sont au service de la structure. Ce sont des mercenaires, mais ce ne sont pas, comme les Anglais ou même d'autres, ceux qui défendent l'intérêt de leur pays. Alors, on vous dit naturellement, on prête même serment pour expliquer qu'on ne défendra que l'intérêt communautaire. Il y a une certaine hypocrisie dans tout ça, en tout cas, pas pour les Français encore une fois et pas parce qu'ils sont moins hypocrites que les autres, mais simplement parce qu'ils n'ont pas compris. Et les autres ont compris.